



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 9.2.2005
SEC(2005) 161 final

COMMUNICATION DE M. ALMUNIA AUX MEMBRES DE LA COMMISSION

**Indicateurs de développement durable
pour suivre la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE**

COMMUNICATION DE M. ALMUNIA AUX MEMBRES DE LA COMMISSION

Indicateurs de développement durable pour suivre la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La stratégie de développement durable adoptée par le Conseil européen à Göteborg en juin 2001 énonce un engagement vis-à-vis d'un suivi régulier (la stratégie doit être "*complètement réexaminée en début de chaque mandat de la Commission*"). Des indicateurs de suivi du progrès à long terme en vue de parvenir à "*répondre aux besoins de la génération présente sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins*"¹ aident les décideurs politiques et informent le public des réussites, compromis et échecs dans l'atteinte des objectifs de développement durable collectivement acceptés.

L'objectif de la présente communication est de présenter l'état d'avancement des réflexions de la Commission sur la possibilité de créer des indicateurs de suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE. Elle décrit le cadre conceptuel de cet ensemble d'indicateurs. La liste a été établie en prenant en considération la stratégie actuelle et jouera un rôle important dans la révision en cours de la stratégie européenne de développement durable, qui sera achevée en 2005. En tant que tel, son concept est considéré comme suffisamment vaste pour être adapté facilement aux exigences futures. La liste d'indicateurs présentée en annexe repose principalement sur les résultats des discussions qui se sont tenues au sein d'un groupe d'experts dénommé "task force sur les indicateurs de développement durable".

1. INTRODUCTION

L'objectif de la présente communication est de présenter l'état d'avancement des réflexions de la Commission sur la possibilité de créer des indicateurs de suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE. La Commission prépare actuellement un réexamen de la stratégie de développement durable, qui devrait être achevé en 2005. Étant donné que les indicateurs représentent un instrument clé pour suivre le progrès et évaluer l'efficacité des politiques, certains indicateurs de développement durable (IDD) seront nécessaires dans le cadre de ce réexamen.

Depuis l'adoption d'une stratégie de développement durable en 2001², l'UE a pris des engagements supplémentaires dont il convient de tenir compte pour l'élaboration d'un ensemble d'IDD. Il s'agit principalement des conclusions du Conseil européen qui s'est tenu à Barcelone³ et de la déclaration et du plan de mise en œuvre du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable (SMDD)⁴ qui ont tous deux eu lieu en 2002. De

¹ Commission des Nations Unies pour le développement durable (rapport Brundtland, 1987).

² Communication de la Commission COM(2001)264 final du 15.05.2001: "Développement durable en Europe pour un monde meilleur: stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable".

³ Communication de la Commission COM(2002) 82 final du 13.02.2002: "Vers un partenariat mondial pour un développement durable".

⁴ Communication de la Commission COM(2003) 829 final du 23.12.2003: "Un an après le sommet mondial sur le développement durable: mise en œuvre de nos engagements".

plus, l'importance de la dimension économique du développement durable a été de plus en plus reconnue, en cohérence avec la stratégie de Lisbonne. Il est probable que ces considérations supplémentaires seront intégrées lorsque la stratégie sera révisée en 2005.

L'un des aspects de la stratégie après le réexamen pourrait être d'introduire un lien avec les stratégies nationales adoptées par les États membres. Un tel lien devrait également rapprocher les différentes listes d'indicateurs, mais, au stade actuel, les indicateurs de l'UE ont été élaborés uniquement en vue d'évaluer la stratégie de développement durable de l'UE. Cela signifie notamment que ces indicateurs ne sont pas *a priori* adaptés aux objectifs nationaux.

2. LE CADRE CONCEPTUEL POUR DES INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le cadre conceptuel et la liste d'indicateurs préliminaires décrits dans la présente communication reposent largement sur les travaux d'un groupe d'experts nationaux au sein de la task force IDD. Ces travaux ont été axés sur les priorités politiques de la stratégie de développement durable de l'UE. À des fins d'harmonisation et de rationalisation, la task force IDD a utilisé au maximum les initiatives existantes en matière d'indicateurs, telles que les travaux de la Commission des Nations Unies pour le développement durable et de l'OCDE, les indicateurs structurels, les indicateurs de Laeken, les indicateurs de suivi du processus d'intégration de Cardiff (agriculture, énergie, transport) et la liste principale d'indicateurs de l'Agence européenne pour l'Environnement.

De la même manière que la stratégie de développement durable et la stratégie de Lisbonne sont associées, bien qu'elles couvrent des priorités partiellement différentes et qu'elles aient des horizons différents, les IDD et les indicateurs structurels répondent à des besoins légèrement différents mais qui se chevauchent sous certains aspects. De plus, les IDD ont largement bénéficié de l'expérience tirée des indicateurs structurels.

"Il est essentiel de disposer d'un cadre pour organiser la sélection et le développement des indicateurs, bien que tout cadre en lui-même soit un instrument imparfait pour refléter les complexités et les corrélations que recouvre le développement durable"⁵. Suite à l'expérience et aux recommandations des Nations Unies, la Commission a conçu un cadre pour les indicateurs fondé sur des thèmes et sous-thèmes directement associés aux priorités politiques de l'UE.

La pertinence politique des indicateurs de développement durable est mieux servie par un cadre thématique englobant les problèmes politiques prioritaires et constituant une structure claire et facilement communicable pour les IDD. L'objectif des indicateurs est de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures politiques en vue d'atteindre des objectifs politiques. Cela implique inévitablement que le cadre et la liste des IDD soient flexibles pour s'adapter aux changements éventuels des priorités et objectifs politiques, et notamment aux problèmes soulevés par le réexamen de la stratégie prévu pour 2005. Des associations politiques étroites garantissent une utilisation efficace des indicateurs, adaptée aux besoins des utilisateurs, dans le cadre du processus de décision politique. Le cadre thématique offre ainsi une approche structurée au domaine politique et constitue un instrument de communication efficace entre les différents partenaires au sein de l'UE.

⁵ Division des Nations Unies pour le développement durable : "Indicateurs de développement durable : Lignes directrices et méthodologies" (2001).

3. LA LISTE DES THÈMES

Le cadre thématique hiérarchique a été élaboré sur la base des documents politiques susmentionnés. Sept thèmes correspondent aux domaines prioritaires figurant dans les communications de la Commission de 2001 et de 2002, alors que les modèles de production et de consommation et la bonne gouvernance proviennent du plan de mise en œuvre du SMDD. Le thème relatif au développement économique souligne la dimension économique du développement durable dans le cadre thématique et le rattache au processus de Lisbonne. Cinq des thèmes correspondent également aux engagements internationaux pris dans le cadre de la Déclaration du Millénaire. Les dix thèmes, qui peuvent être encore développés à l'avenir, sont:

1. Développement économique
2. Pauvreté et exclusion sociale
3. Société vieillissante
4. Santé publique
5. Changement climatique et énergie
6. Modèles de production et de consommation
7. Gestion des ressources naturelles
8. Transports
9. Bonne gouvernance
10. Partenariat global

Les thèmes sont encore subdivisés en sous-thèmes et "domaines d'intervention". Les sous-thèmes permettent habituellement d'évaluer les progrès accomplis pour atteindre les objectifs principaux du thème alors que les "domaines d'intervention" facilitent une analyse plus détaillée et diversifiée des facteurs de fond dans chaque thème. Dans certains cas, les sous-thèmes portent également sur des problèmes à évolution lente, dont la résolution peut s'étaler sur une longue période.

Le cadre est déterminé par des thèmes politiques qui se chevauchent en partie inévitablement. Certains éléments moteurs, tel que l'énergie, ont des effets dans plusieurs thèmes mais ne peuvent être présentés plusieurs fois dans la liste d'indicateurs. De plus, la portée des thèmes varie considérablement, puisque certains portent sur un domaine très spécifique (par exemple changement climatique et énergie) et d'autres (par exemple les modèles de production et de consommation) couvrent une grande variété de problèmes socio-économiques ou environnementaux. Par conséquent, le cadre thématique est fondé sur une stricte hiérarchisation des indicateurs à l'intérieur de chaque thème mais il garantit une structuration de l'information qui, avec l'aide de concepts, définitions et classifications normalisées, facilite l'utilisation des indicateurs pour le suivi des progrès dans les autres thèmes.

4. UNE PYRAMIDE D'INDICATEURS

Un grand nombre d'indicateurs sont nécessaires pour évaluer correctement la nature multidimensionnelle du développement durable. Afin de faciliter la communication au sujet des IDD, la liste d'indicateurs a été conçue comme une pyramide à trois niveaux. Les différents niveaux peuvent servir à satisfaire les besoins des différents types d'utilisateurs. Le cadre hiérarchique se prête à la création d'une pyramide d'indicateurs, surtout que les trois niveaux du cadre correspondent également aux objectifs principaux et aux mesures d'application que doivent évaluer les IDD.

- Niveau 1: consiste en une série de 12 indicateurs principaux permettant une analyse initiale de l'évolution du thème. Ces indicateurs sont destinés à des décideurs politiques de haut niveau et au grand public et peuvent donc être considérés comme une série d'indicateurs clés.
- Niveau 2: correspond aux sous-thèmes du cadre et, conjointement avec les indicateurs de niveau 1, suit les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs politiques clés. Ces 45 indicateurs visent à l'évaluation des domaines politiques essentiels et à la communication avec le grand public.
- Niveau 3: correspond aux 'domaines d'intervention', c'est-à-dire qu'il consiste en diverses mesures de mise en œuvre des objectifs clés et permet une meilleure perception des problèmes spécifiques aux thèmes. Les communications de la Commission décrivent les domaines spécifiques qui doivent être traités dans plusieurs des thèmes. Ces 98 indicateurs visent à améliorer l'analyse politique et la compréhension des tendances et de la complexité des problèmes liés aux thèmes ou aux interconnexions avec d'autres thèmes du cadre. Ils sont destinés à une audience plus spécialisée.

L'identification d'indicateurs appropriés est un processus répétitif. Puisque la Commission doit réexaminer la stratégie régulièrement, ce processus peut aboutir à la révision de la série d'indicateurs en fonction de nouveaux besoins apparus lors du réexamen.

5. CRITÈRES DE SÉLECTION

La Commission et le système statistique européen ont une longue expérience de la sélection des indicateurs. La liste de critères de sélection proposée est très proche de celle utilisée pour les indicateurs de Laeken. Ces critères sont les suivants:

- Les indicateurs doivent saisir l'essence du problème et avoir une interprétation normative claire et acceptée.
- Les indicateurs doivent être solides et statistiquement valides.
- Les indicateurs doivent être réceptifs aux interventions politiques sans être sujets à manipulation.
- Les indicateurs doivent être mesurables de manière suffisamment comparable entre les États membres et comparables autant que possible avec les normes internationalement appliquées par les Nations Unies et l'OCDE.
- Les indicateurs doivent être actuels et susceptibles d'être révisés.

- La mesure d'un indicateur ne doit pas imposer aux États membres, aux entreprises ni aux citoyens de l'Union une charge disproportionnée par rapport aux bénéfices que l'on peut en tirer.

Le portefeuille d'indicateurs devrait se conformer aux principes suivants:

- Le portefeuille d'indicateurs doit, dans la mesure du possible, être équilibré entre les différentes dimensions.
- Les indicateurs doivent être mutuellement cohérents au sein d'un thème.
- Le portefeuille d'indicateurs devrait être aussi transparent et accessible aux citoyens de l'Union européenne que possible.

Cependant, en raison des besoins politiques et du manque de données dans certains domaines, une approche pragmatique a été adoptée et les critères ont été et seront appliqués avec une certaine flexibilité, afin de ne pas exclure trop de nouveaux domaines clés pour le développement durable. Certains indicateurs proposés ne sont donc pas conformes à tous les critères, mais ils ont été inclus parce qu'il s'agit d'indicateurs contextuels importants pour la stratégie.

Comme dans le cas des indicateurs structurels, il sera progressivement introduit et attribué à chaque indicateur une description de la qualité afin de communiquer leurs principaux aspects qualitatifs d'une manière conviviale.

6. PORTÉE DES INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La liste préliminaire d'IDD – comportant 12 indicateurs-clés, 45 indicateurs de politiques principales et 98 indicateurs analytiques – représente une bonne base pour suivre régulièrement les progrès des objectifs clés de la stratégie de développement durable et des autres documents politiques essentiels de l'UE. Les indicateurs saisissent l'essence de l'évolution du thème et sont facilement compréhensibles et réceptifs aux interventions politiques.

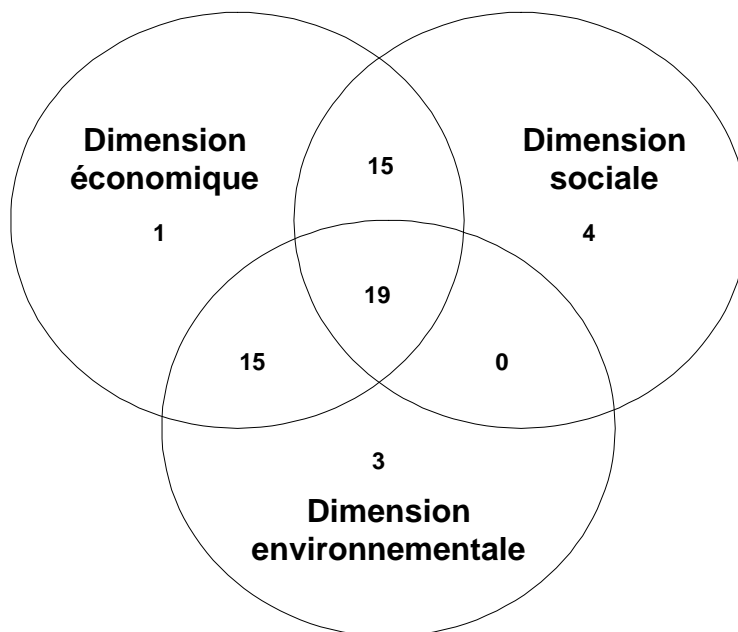
La liste actuelle d'indicateurs permet une évaluation intégrée du développement durable au niveau de l'UE en fonction, par exemple:

- des principaux problèmes politiques de l'UE par l'intermédiaire des indicateurs clés;
- des problèmes politiques prioritaires par l'intermédiaire des indicateurs clés et des indicateurs de niveau 2;
- de l'évaluation des thèmes par l'intermédiaire des indicateurs de thèmes et des IDD complémentaires d'autres thèmes;
- de nouvelles préoccupations découlant de groupes d'indicateurs spéciaux traitant d'évolutions simultanées mais indépendantes présentant un risque pour le développement durable au sein de l'UE.

Les dimensions et perspectives du développement durable sont systématiquement intégrées dans la portée des indicateurs, ce qui permet une évaluation pratiquement exhaustive du développement durable à long terme au niveau de l'UE. Dans la liste actuelle, la plupart des indicateurs de niveaux 1 et 2 (86 %) concerne plus d'une dimension et 34 % trois dimensions,

c'est-à-dire qu'ils couvrent à la fois les aspects économiques, sociaux et environnementaux du problème (voir figure 1).

Figure 1. Intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales – Nombre d'indicateurs de niveaux 1 et 2



Cependant, leur intégration pourrait être améliorée à l'avenir. Les facteurs socio-économiques, les préférences individuelles, les choix ou les comportements tendent à être des éléments moteurs "invisibles" pour l'évolution tant économique qu'environnementale, mais ne sont pas entièrement examinés du point de vue du développement durable. Par exemple, la valeur économique et l'importance sociale de la diversité et de la qualité de l'environnement naturel sont rarement distinguées en tant que contributions au bien-être, bien qu'elles améliorent le confort des personnes et la santé de l'économie.

Bien que la plupart des objectifs clés sont ou seront suivis par les IDD proposés, des insuffisances dans les connaissances et/ou les méthodologies ont empêché l'identification des indicateurs dans certains domaines clés tels que l'"accès public à l'information" ou l'"impact de l'UE sur la capacité d'absorption globale".

7. INDICATEURS DISPONIBLES ET INDICATEURS NÉCESSAIRES : LE "MEILLEUR" CHOIX

La stratégie de développement durable et les documents politiques de l'UE correspondants couvrent plusieurs domaines prioritaires sur lesquels on ne dispose d'aucune information ou seulement d'informations partielles. Pour surmonter cette contrainte technique et assurer l'élaboration des données nécessaires à la prise de décision politique dans une perspective à long terme, la liste en annexe répartit les indicateurs en deux catégories: les "meilleurs disponibles" et les "plus nécessaires".

Les "meilleurs indicateurs disponibles" désignent des indicateurs qui peuvent être élaborés sur la base des données existantes. Cependant, certains de ces indicateurs peuvent ne pas être

idéaux pour les problèmes politiques du développement durable, mais servir de substituts aux indicateurs idéaux, appelés "indicateurs les plus nécessaires". Certains des indicateurs peuvent également être classés parmi "les plus nécessaires" en raison de problèmes de qualité des données. Par conséquent, les "indicateurs les plus nécessaires" (indiqués en italique dans la liste ci-jointe) sont des indicateurs pour lesquels:

- des données et/ou une méthodologie n'existent pas encore;
- des données existent, mais leur qualité est mauvaise ou inconnue ou ne permet pas la publication;
- des données existent, mais les ventilations nécessaires ne sont pas encore disponibles.

En fonction de l'indicateur, ces catégories se prêtent à des types de développement différents en ce qui concerne les concepts, les méthodologies et les procédures de collecte des données. La Commission, en coopération avec le Système statistique européen, examinera la faisabilité des "indicateurs les plus nécessaires" et rendra compte des progrès accomplis pour garantir la disponibilité de ceux de ces indicateurs qui sont faisables.

8. CONCLUSIONS

La Commission reconnaît l'importance d'une information correcte en ce qui concerne les indicateurs de développement durable. Ces informations serviront à informer les décideurs politiques et le grand public des dernières évolutions en matière de développement durable.

La Commission approuve les travaux accomplis et la présente communication, qui fournit le cadre thématique et, en annexe, la liste des indicateurs prévus pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE. La liste des indicateurs peut être adaptée conformément à toute priorité ou tout problème apparaissant lors des réexamens futurs de la stratégie, à partir de 2005. Les services de la Commission et le Système statistique européen continueront à développer de nouveaux indicateurs et à améliorer la qualité des indicateurs existants figurant en annexe. Les indicateurs de développement durable seront disponibles sur le site web d'Eurostat.

ANNEX

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millenium Declaration Goals
THEME 1: ECONOMIC DEVELOPMENT				
1. Growth rate of GDP per capita	INVESTMENT	1. Investment as % of GDP, by institutional sector	1. Real GDP growth rate 2. GDP per capita in Purchasing Power Standards 3. Regional breakdown of GDP per capita 4. Total consumption expenditure as % of GDP 5. Net national income as a % of GDP 6. Inflation rate 7. Net saving as % of GDP, by institutional sector	<u>EC Lisbon2000</u> : An average economic growth rate of around 3% a realistic prospect for the coming years. The inflation rate of a given Member State must not exceed by more than 1½ percentage points that of the three best-performing Member States in terms of price stability. SDS: Promote more balanced regional development by reducing disparities in economic activity and maintaining the viability of rural and urban communities, as recommended by the European Spatial Development Perspective
	COMPETITIVENESS	2. Labour productivity per hour worked 3. International price competitiveness (Real effective exchange rate)	8. Unit labour cost growth, for total and industry 9. Life-long learning 10. Turnover from innovation as a % of total turnover, by economic sector 11. Total R&D expenditure as a % of GDP 12. Public expenditure on education as a % of GDP	<u>EC Lisbon2000</u> : A substantial annual increase in per capita investment in human resources. Provide new basic skills through lifelong learning of IT skills, foreign languages, technological culture, entrepreneurship and social skills. <u>EC Barcelona 2002</u> : Increase spending of R&D and innovation with the aim of approaching 3% of GDP by 2010.
	EMPLOYMENT	4. Total employment rate	13. Total employment growth 14. Total employment rate, by gender and by highest level of education attained 15. Total unemployment rate, by gender, by age group, and by highest level of education attained 16. Regional breakdown of employment rate	<u>EC Lisbon2000, SDS</u> : Raise the employment rate to 67% for January 2005 and to 70% by 2010; increase the number of women in employment to 57% for January 2005 and to more than 60% by 2010.

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millennium Declaration Goals
THEME 2: POVERTY and SOCIAL EXCLUSION				
1. At-risk-of-poverty rate after social transfers	MONETARY POVERTY	1. At-persistent-risk-of-poverty rate	1. At-risk-of-poverty rate, by gender, by age group, by highest level of education attained, and by household type 2. Relative at-risk-of-poverty gap 3. Inequality of income distribution (Income quintile share ratio) 4. <i>Poverty mobility (i.e. probability to enter or exit poverty)</i>	<u>EC Lisbon2000, SDS</u> : Make a decisive impact on the eradication of poverty; greater social cohesion <u>EC Barcelona2002</u> : Reduce significantly the number of person at risk of poverty and social exclusion by 2010 <u>GP 2002</u> : Ensure adequate financing to attain the International Development Targets and the MDGs
	ACCESS TO LABOURMARKET	2. Total long-term unemployment rate	5. Gender pay gap in unadjusted form 6. Very long-term unemployment rate 7. People living in jobless households, by age group 8. At risk-of-poverty rate after social transfers by most frequent activity	<u>EC Lisbon2000</u> : sustainable economic growth with more and better jobs
	OTHER ASPECTS OF SOCIAL EXCLUSION	3. Early school leavers	9. Persons with low educational attainment, by age group 10. <i>Adequacy of housing conditions</i>	<u>EC Lisbon2000, SDS</u> : Halve by 2010 the number of 18 to 24 years olds with only lower secondary education who are not in further education and training <u>GP 2002</u> : Ensure adequate financing to attain the International Development Targets and the MDGs

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millennium Declaration Goals
THEME 3: AGEING SOCIETY				
1. Current and projected old age dependency ratio	PENSIONS ADEQUACY	<p><i>1. Projected theoretical replacement ratio (ratio between income after and prior to retirement)</i></p> <p>1a. Ratio of median household equivalised income of persons aged 65+ to median household equivalised income of persons aged <65</p>	1. At-risk-of-poverty rate for persons aged 65 years and over	<p><u>SDS</u>: Address the demographic challenge by raising employment rates, reducing public debt and adapting social protection systems, including pension systems.</p> <p><u>SDS</u>: Ensure the adequacy of pension systems as well as of health care systems and care of the elderly, while at the same time maintaining sustainability of public finances and inter-generational solidarity.</p> <p><u>SDS</u>: Increase the average EU employment rate among older women and men (55-64) to 50% by 2010.</p> <p><u>EC Barcelona 2002</u>: A progressive increase of about 5 years in the effective average age at which people stop working in the EU should be sought by 2010.</p> <p><u>EC Cardiff1998</u>: Public sector budgetary deficit to be less than 3% of GDP and gross debt less than 60% of GDP.</p>
	DEMOGRAPHIC CHANGES	2. Life expectancy at age 65 by gender	<p>2. Total fertility rate</p> <p>3. Net inwards migration, by main age groups</p>	
	PUBLIC FINANCE SUSTAINABILITY	3. General government consolidated gross debt as % of GDP	<p>4. Current <i>and projected</i> public (<i>and private</i>) pensions expenditure as % of GDP</p> <p>5. Total employment rate by age group</p> <p>6. Average exit age from the labour market</p> <p>7. Current <i>and projected</i> public expenditure on care for the elderly as % of GDP</p>	

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-theme	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millennium Declaration Goals
THEME 4: PUBLIC HEALTH				
1. Healthy life years at birth by gender	HUMAN HEALTH PROTECTION AND LIFESTYLES	1. Percentage of overweight people, <i>by age group</i> 2. Resistance to antibiotics (Streptococcus pneumoniae pathogens)	1. Healthy life years at age 65 by gender 2. Health care expenditure as % of GDP 3. Cancer incidence rate, by gender and by type 4. Suicide death rate, by gender and by age group 5. Percentage of present smokers, by gender and by age group 6. <i>Work with high level of job strain/stress</i> 7. Serious accidents at work	<u>SDS</u> : Ensure the adequacy of pension systems as well as of health care systems and care of the elderly, while at the same time maintaining sustainability of public finances and inter-generational solidarity. <u>SDS</u> : Tackle issues related to outbreaks of infectious diseases and resistance to antibiotics. <u>PoI2002</u> : Enhance health education with the objective of achieving improved health literacy on a global basis by 2010.
	FOOD SAFETY AND QUALITY	3. <i>Deaths due to infectious food-borne diseases</i> 3a. Salmonellosis incidence rate in human beings	8. <i>Dioxins and PCBs in food and feed</i> 9. <i>Heavy metals, and mercury in particular, in fish and shellfish</i> 10. <i>Pesticides residues in food</i>	<u>SDS</u> : Make food safety and quality the objective of all players in the food chain. <u>6EAP</u> : Reduce impacts of pesticides on human health and environment; achieve a more sustainable use of pesticides, a significant overall reduction in risks and use of pesticides consistent with the necessary crop production.
	CHEMICALS MANAGEMENT	4. <i>Index of apparent consumption of chemicals, by toxicity class</i> 4a. Index of production of chemicals, by toxicity class		<u>SDS</u> : By 2020, ensure that chemicals are only produced and used in ways that do not pose significant threats to human health and the environment. <u>6EAP</u> : Dangerous chemicals (especially PBTs) should be substituted with the aim of reducing risks to man and the environment (ground and surface water, air quality).
	HEALTH RISKS DUE TO ENVIRONMENTAL CONDITIONS	5. <i>Population exposure to air pollution by particulate matter</i>	11. <i>Population exposure to air pollution by ozone</i> 12. Proportion of population living in households considering that they suffer from noise and from pollution 13. <i>Monetary damage of air pollution as % of GDP</i>	<u>6EAP</u> : Achieving levels of air quality that do not give rise to significant negative impacts on and risks to human health and the environment. <u>6EAP</u> : Substantially reducing the number of people regularly affected by long-term average levels of noise.

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millenium Declaration Goals
THEME 5: CLIMATE CHANGE AND ENERGY				
1. Total greenhouse gas emissions 2. Gross inland energy consumption by fuel	CLIMATE CHANGE	1. GHG emissions by sector ⁽¹⁾	1. CO ₂ intensity of energy consumption 2. <i>CO₂ removed by sinks</i>	<u>SDS</u> : Meet the Kyoto commitment. However, Kyoto is but a first step. Thereafter, the EU should aim to reduce atmospheric greenhouse gas emissions by an average of 1% per year over 1990 levels up to 2020.
	ENERGY	2. Energy intensity of the economy 3. Final energy consumption by sector ⁽²⁾ 4. Gross electricity generation by fuel used in power stations	3. Share of renewable energy, by source 4. Combined heat and power generation as % of gross electricity generation 5. Energy intensity of manufacturing industry 6. Consumption of biofuels, as a % of total fuel consumption in transport 7. <i>External costs of energy use</i> 8. Energy tax revenue at constant prices and energy consumption	<u>SDS</u> : Adopt energy products tax directive by 2002 and propose more ambitious environmental targets for energy taxation aiming at the full internalisation of external costs, as well as indexation of minimum levels of excise duties to at least the inflation rate. Phase out subsidies to fossil fuel production and consumption by 2010. <u>EC Brussels2003: (revised SDS objective)</u> Increase the share of renewable energy with an EU-wide indicative target for renewable energy of 12% of primary energy needs and 21% of electricity needs by 2010. Promotion of 5.75% target for the use of biofuels in transport by 2010. <u>EC Barcelona2002</u> : Enhance substantially energy efficiency by 2010. <u>6EAP</u> : Doubling the overall share of Combined Heat and Power in the Community as a whole to 18% of the total gross electricity generation. <u>GP 2002</u> : Ensure adequate financing to attain the International Development Targets and the MDGs
			9. High-level radioactive waste and spent nuclear fuel awaiting permanent disposal	<u>SDS</u> : More support to the research, development and dissemination of technology on safer nuclear energy, namely the management of nuclear waste

(1) According to the sectors defined by the Intergovernmental Panel of Climate Change (IPCC).

(2) According to sectors applied in the EU energy statistics.

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millennium Declaration Goals
THEME 6: PRODUCTION AND CONSUMPTION PATTERNS				
1. <i>Total material consumption and GDP at constant prices</i>	ECO-EFFICIENCY	1. Emissions of-acidifying substances and ozone precursors and GDP at constant prices, by source sector 2. <i>Generation of waste by all economic activities and by households</i> 2a. Municipal waste collected per capita	1. Components of Domestic Material Consumption 2. Domestic Material Consumption, by material 3. Municipal waste treatment, by type of treatment method 4. <i>Generation of hazardous waste, by economic activity</i>	<u>SDS</u> : Break the links between economic growth, use of resources and generation of waste. Propose system of a resource productivity measurement to be operational by 2003. <u>6EAP</u> : Achieve a significant overall reduction in the volumes of waste & hazardous waste generated and going to disposal, without increasing emissions to air, water and soil. <u>PoI2002</u> : Promote the development of 10-year framework of programs to accelerate the shifts towards sustainable consumption and production. Renew commitments to the sound management of chemicals & hazardous wastes throughout their life-cycle.
1a. Domestic Material Consumption and GDP at constant prices	CONSUMPTION PATTERNS	3. Electricity consumption per dwelling for lighting and domestic appliances 4. <i>Green public procurement</i>	5. Household number and size 6. Meat consumption per capita 7. <i>Share of consumption of products with an EU or national eco-label</i>	<u>SDS</u> : Institutional reform and changes in corporate and consumer behaviour. Encourage private sector initiatives to incorporate environmental factors in their purchasing specifications. <u>PoI2002</u> : Develop and adopt effective, transparent, verifiable, non-misleading and non-discriminatory consumer information tools to provide information relating to sustainable consumption and production, including human health and safety aspects.
	AGRI-CULTURE	5. Share of area under EU agri-environmental support in total utilised agricultural area 6. Livestock density index	8. Nitrogen surplus 9. Share of area occupied by organic farming in total utilised agricultural area 10. <i>Use of selected pesticides</i>	<u>SDS</u> : The CAP should contribute to achieving sustainable development by encouraging healthy, high quality products, environmentally sustainable production methods, including organic production, renewable raw materials and the protection of biodiversity.

	CORPORATE RESPONSIBILITY	<p>7. <i>Share of industrial production from enterprises with a formal sustainable management system</i></p> <p>7a. Enterprises with an environmental management system (EMS)</p>	<p>11. <i>Ethical financing</i></p> <p>12. Eco-label awards, by country and by product group</p>	<p><u>SDS</u>: Publish annually a triple bottom line measuring companies' performance against economic, environmental and social criteria. Demonstrate and publicize worldwide adherence of EU businesses to the OECD guidelines for multi-national enterprises or other comparable guidelines.</p> <p><u>EC Lisbon2000</u>: An appeal to companies' sense of social responsibility regarding best practices in lifelong learning, work organization, equal opportunities, social inclusion and sustainable development.</p> <p><u>PoI2002</u>: Promote corporate responsibility & accountability, incl. through development and implementation of intergovernmental agreements & measures, international initiatives, public-private partnerships, and national regulations.</p>
--	-------------------------------------	---	--	---

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millenium Declaration Goals
THEME 7: MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES				
1. <i>Biodiversity Index</i> 1a. Population trends of farmland birds 2. Fish catches outside safe biological limits	BIODIVERSITY	1. <i>Sufficiency of Member States proposals for protected sites under the EU Habitats directive</i>	1. <i>Change in status of threatened and/or protected species</i>	<u>SDS</u> : Protect and restore habitats and natural systems and halt the loss of biodiversity by 2010. <u>6EAP</u> : Conservation of species and habitats with a special concern of preventing habitat fragmentation. Ensure that the consumption of resources and their associated impacts do not exceed the carrying capacity of the environment. <u>GP 2002</u> : Ensure adequate financing to attain the International Development Targets and the MDGs
	MARINE ECOSYSTEMS	2. <i>Trends of spawning biomass of selected fish stocks</i>	2. <i>Effective fishing capacity and quotas, by specific fisheries</i> 2a. Size of fishing fleet 3. <i>Structural support to fisheries and % allocated to promote env. friendly fishing practices</i>	<u>EC Gothenburg2001</u> : The review of the CFP should address the overall fishing pressure by adapting the EU fishing effort to the level of available resources, taking into account the social impact and the need to avoid over-fishing. <u>6EAP</u> : Conservation, appropriate restoration and sustainable use of marine environment, coasts and wetlands. <u>PoI2002</u> : On an urgent basis, and where possible by 2015, maintain or restore depleted fish stocks to levels that can produce the maximum sustainable yield.
	FRESH WATER RESOURCES	3. Groundwater abstraction as % of available groundwater resources	4. Population connected to wastewater treatment systems 5. <i>Emissions of organic matter as biochemical oxygen demand to rivers</i> 6. <i>Index of toxic chemical risk to aquatic environment</i>	<u>6EAP</u> : Ensure that the rates of extraction from water resources are sustainable over the long term. Achieve quality levels of ground and surface water that do not give rise to significant impacts on and risks to human health and the environment. <u>PoI2002</u> : Develop integrated water resources management and water-efficiency plans by 2005. <u>GP 2002</u> : Ensure adequate financing to attain the International Development Targets and the MDGs

	<p>LAND USE</p> <p>4. <i>Land use change, by category</i></p> <p>4a. Built-up area as a % of total land area</p> <p>5. <i>Exceedance of critical loads of acidifying substances and nitrogen in sensitive natural areas</i></p>	<p>7. <i>Percentage of total land area at risk of soil erosion</i></p> <p>8. <i>Percentage of total land area at risk of soil contamination</i></p> <p>9. Percentage of forest trees damaged by defoliation</p> <p>10. <i>Fragmentation of habitats due to transport</i></p>	<p><u>6EAP</u>: Conserve and restore areas of significant landscape value including cultivated and sensitive areas. Promotion of sustainable use of the soil, with particular attention to preventing erosion, deterioration, contamination and desertification.</p> <p><u>PoI2002</u>: Accelerate the implementation of the IPF/IFF proposals for action and by the Collaborative Partnership on Forests, and intensify efforts on reporting to the UN Forum of Forests so as to contribute to an assessment of progress in 2005.</p>
--	--	--	--

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6th Environmental Action Programme (6EAP) Millennium Declaration Goals
THEME 8: TRANSPORT				
1. <i>Vehicle-km and GDP at constant price</i> 1a. Energy consumption by transport and GDP at constant price	TRANSPORT GROWTH	1. Car share of inland passenger transport 2. Road share of inland freight transport	1. Modal split of passenger transport 2. Modal split of freight transport 3. Volume of freight transport and GDP at constant price 4. Energy consumption by transport mode 5. <i>Access to public transport</i>	<p><u>SDS</u>: Decouple transport growth significantly from growth in Gross Domestic Product in order to reduce congestion and other negative side effects of transport.</p> <p><u>SDS</u>: Bring about a shift in transport use from road to rail, water and public passenger transport so that the share of road transport in 2010 is no greater than in 1998. Promote teleworking.</p> <p><u>(Updated in EC Gothenburg2001)</u>: The sustainable transport policy should tackle rising levels of congestion, noise and pollution and encourage use of more environmentally - friendly modes of transport as well as the full internalisation of social and environmental costs. Propose a framework for transport charges to ensure that by 2004 prices for different modes of transport, including air, reflect their costs to society.</p>
	TRANSPORT PRICES	3. <i>External costs of transport activities</i>	6. <i>Freight transport prices by mode</i> 7. <i>Investment in transport infrastructure by mode</i>	
	SOCIAL AND ENVIRONMENTAL IMPACT OF TRANSPORT	4. Emissions of air pollutants (particulate matter and ozone precursors) from transport activities 5. Greenhouse gas emissions by transport activities, by mode	8. People killed in road accidents, <i>by age group</i> 9. Emissions of NO _x from road vehicles (petrol and diesel)	

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics =best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6 th Environmental Action Programme (6EAP) Millenium Declaration Goals
THEME 9: GOOD GOVERNANCE				
1. Level of citizens' confidence in EU institutions	POLICY COHERENCE	<i>1. Proportion of environmentally harmful subsidies</i> 2. Number of infringement cases brought in front of the Court of Justice, by policy area <i>3. Administrative cost imposed by legislation</i>	<i>1. Share of major proposals in the Commission's Legal and Work Programme for which an impact assessment has been undertaken</i> 2. Transposition of Community law, by policy area	<p><u>SDS:</u> Improve policy coherence; all policies must have sustainable development as their core concern. In particular, forthcoming reviews of Common Policies must look at how they can contribute more positively to sustainable development.</p> <p><u>(revised in Barcelona2002):</u> Ensure that all major internal and external policy proposals include an impact assessment.</p> <p><u>SDS:</u> Earlier and more systematic dialogue, in particular with representatives of consumers. The views outside the Union should also be sought.</p> <p><u>EC Lisbon2000:</u> Real efforts must be made by public administrations at all levels to exploit new technologies to make information as accessible as possible.</p> <p><u>EC Gothenburg2001:</u> The Union must be served by modern, open and citizen-oriented institutions. The new rules on the public's right of access to documents are a major step in making the Union more open.</p>
	PUBLIC PARTICIPATION	4. Voter turnout in national parliamentary elections <i>5. Responses to EC Internet public consultations</i>	3. Voter turnout in EU parliamentary elections, <i>by gender, by age group and by highest level of education attained</i> 4. E-government on-line availability 5. E-government usage by individuals	

Normal text = 'best available' indicator i.e. indicator expected to be available; if numbered with an 'a' then is a proxy indicator for the best needed of the same number.

Italics = 'best needed' indicators; needed but facing problems of definition, data availability or data quality.

Level I	Sub-themes	Level II	Level III	Headline Objectives in the EU SD Strategy (SDS) Presidency conclusions of European Council (EC) WSSD Plan of Implementation (PoI) 6 th Environmental Action Programme (6EAP) Millenium Declaration Goals
THEME 10: GLOBAL PARTNERSHIP⁽¹⁾				
1. Official Development Assistance (ODA) as % of Gross National Income	GLOBALISATION OF TRADE	1. EU imports from developing countries (total and agricultural products) and agricultural budgetary support 2. Sales of selected fair-trade labelled products	1. Total EU imports from developing countries, by income group 2. Total EU imports from developing countries, by group of products	<u>GP2002⁽²⁾</u> : Ensure that globalisation contributes to sustainable development. <u>EC Barcelona2002</u> : Integrate developing countries into the world economic system notably through the implementation of the Doha Development Agenda and ensure that trade policies and investment flows contribute to sustainable development. <u>6EAP</u> : Ensure that trade and env. policy measures are mutually supportive. <u>PoI2002</u> : Improve access by dev. countries to alternatives to ozone-depleters by 2010, and assist in complying with phase-out schedule under the Montreal Protocole.
	FINANCING FOR SD	3. Bilateral ODA by category	3. Total EU financing for development, by type 4. ODA and FDI to developing countries, by income group and geographical area 5. Share of untied ODA in total bilateral ODA commitments 6. ODA per capita, in EU donors and in recipient countries	<u>GP2002⁴</u> : Ensure adequate financing to attain the International Development Targets and the Millennium Development Goals. <u>EC Barcelona2002</u> : Reach UN goal of 0.7% for ODA/GNI: MS lacking behind this goal to increase their ODA in the next four years within their respective budget allocation processes, whilst the other MS renew their efforts to remain at or above the target of 0.7% of ODA, so that collectively a EU average of 0.39% is reached by 2006 and each MS at least 0.33% ODA/GNI by 2006 (<i>Monterrey2002</i>). <u>EC Barcelona2002</u> : Encourage sustainable foreign direct investments (FDI) in developing countries and export credits consistent with sustainable development.
	RESOURCE MANAGEMENT	4. EU imports of materials from developing countries, by group of products	7. <i>Contribution of the Clean Development Mechanism (CDM) to GHG emission reductions in developing countries</i> 7a. CO ₂ emissions per capita in the EU and in developing countries	<u>GP2002⁴</u> : Ensure that current trends in the loss of environmental resources are effectively reversed at national and global levels by 2015. Develop sectoral and intermediate objectives in some key sectors – water, land and soil, energy and bio-diversity. <u>6EAP</u> : The pursuit of ambitious environmental policies at the international level paying particular attention to the carrying capacity of the global environment. The further promotion of sustainable consumption and production patterns at the international level.

(1) In the context of sustainable development and in order to keep groups of countries consistent between the indicators, the group of 'developing countries' has been identified to the countries receiving development assistance from the Development Aid Committee (DAC Part I countries).

(2) Commission Communication Towards a global partnership for sustainable development, COM(2002) 82 Final.